ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 5 novembre 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1er février 1977 relatif au permis de conduire" a donné le 12 décembre 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e november 1979 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1977 betreffende het rijbewijs" heeft de 12e december 1979 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Le troisième alinéa mentionne l'arrêté royal du 4 mai 1965, notamment les articles 30 à 34 de cet arrêté.

L'arrêté en projet fait aussi référence aux articles 35 et 37 de l'arrêté royal du 4 mai 1965.

Il conviendrait que tous les articles soient visés, ou qu'aucun ne le soit, ce qui semble préférable.

+

L'intitulé de l'arrêté royal du 4 mai 1965 est incorrectement visé dans le texte français.

La rédaction suivante est, dès lors, proposée pour l'alinéa 3 :

"Vu l'arrêté royal du 4 mai 1965 relatif aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit, modifié par les arrêtés royaux des 12 octobre 1971, 1er février 1977 et 26 avril 1978".

L'avis est donné sous réserve de l'accord du Ministre du Budget. Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, cet accord a été demandé.

.../...

DISPOSITIF.

Article 1er.

Selon les explications des fonctionnaires délégués, la modification tend à mettre l'article 2, § 1er, b, en concordance avec le texte néerlandais du certificat tenant lieu de permis de séjour, dans lequel figure le mot "bewijs".

Article 2.

La rédaction de la modification apportée à l'article 3, 11°, n'est pas en concordance avec celle du nouvel article 27 (article 7 du projet).

Cet article, en effet, impose un nouvel examen pratique dès lors que la requête aura été déclarée recevable par le directeur général.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 2 :

"Article 2.-

A l'article 3 du même arrêté, le 11° est remplacé par la disposition suivante :

"11° les élèves-conducteurs dont la requête a été déclarée recevable par le directeur général de l'Administration des transports, conformément à l'article 27, § 4, pendant l'examen pratique".

.../...

Article 3.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé pour le 4° nouveau de l'article 7, § 3 :

"4° ne pas avoir été mentionné comme guide sur un autre titre qui tient lieu de permis de conduire pendant l'année qui précède la date de délivrance du titre qui tient lieu de permis de conduire, ce délai prenant cours à la date de délivrance du premier titre. Cette interdiction ne vaut pas, à l'égard de leurs enfants ou pupilles, pour le père, la mère ou le tuteur qui justifient de leur qualité par la production d'un extrait d'acte de naissance des candidats-conducteurs ou d'un extrait de la délibération du conseil de famille. Ces personnes ne peuvent toutefois être mentionnées comme guide sur plus d'un titre à la fois".

Article 4.

Les modifications que le projet apporte à l'article 16 ont pour objet de créer des "centres d'examen de recours" et de prévoir que les examens seront passés devant des "examinateurs de recours".

Selon les explications données au Conseil d'Etat, les "centres d'examen de recours", seront peu nombreux et, en fait, se confondront avec les centres d'examen organisés par les organismes d'inspection automobile agréés.

.../...

Les organismes d'inspection automobile sont des organismes privés chargés de certaines missions d'intérêt général. Le projet ne modifie pas ces missions mais il impose à ces organismes de mettre leurs locaux et leurs terrains à la disposition du Ministre des Communications.

Une telle obligation ne peut être imposée, d'autorité, à des organismes privés sans habilitation législative.

Compte tenu des modifications de forme proposées sous l'article 7, la rédaction suivante, qui ne préjuge pas de l'assentiment des organismes agréés, est proposée pour le 1°, avec l'accord des fonctionnaires délégués :

"L'examen prévu à l'article 27 est subi dans des centres d'examen sur recours, organisés par le Ministre des Communications".

Au 2°, le projet institue des "examinateurs de recours" qui sont désignés et agréés par le Ministre et placés sous la direction et l'autorité du directeur général de l'Administration des transports.

Les examinateurs chargés de faire subir les examens théorique et pratique sont recrutés et rémunérés par les organismes d'inspection automobile, et agréés par le Ministre (article 35 de l'arrêté royal du 4 mai 1965).

Les "examinateurs de recours" sont indépendants des organismes agréés : ils sont, en effet, "désignés" par le Ministre et agissent sous l'autorité du directeur général.

.../...

Le projet soulève, toutefois, à cet égard, un certain nombre de questions.

Les "examinateurs de recours" sont-ils placés dans un régime statutaire ou contractuel ? Quel est leur statut pécuniaire ? La référence aux conditions prévues à l'article 35, § 2, de l'arrêté royal du 4 mai 1965 implique-t-elle que l'agrément est accordé à titre précaire et existe-t-il une différence entre la désignation et l'agrément ?

Le Conseil d'Etat n'a pas pu obtenir de réponse précise à ces questions. Il ressort cependant des renseignements fournis que, dans l'intention du Gouvernement, il n'est actuellement question ni de considérer les "examinateurs de recours" comme des agents de l'Etat ni de leur allouer une rémunération à charge du Trésor public.

Il appartiendra au Gouvernement de préciser ses intentions.

Quelles que soient celles-ci, la présentation de la disposition en projet doit être modifiée. En effet, dans le Moniteur du 8 février 1977 qui publie l'arrêté royal du 1er février 1977, l'article 16, § 3, ne comporte qu'un alinéa dans la version française, mais est scindé en deux alinéas dans la version néerlandaise. Il est, dès lors, proposé de reprendre, sous le 2° de l'article 4 du projet, tout le paragraphe 3 de l'article 16, en y ajoutant les dispositions modificatives du 2° et du 3°, le tout sous réserve des observations qui précèdent :

.../...

"2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Les candidats subissent l'examen théorique et pratique devant les examinateurs recrutés, rémunérés et agréés conformément à l'article 35 de l'arrêté royal du 4 mai 1965 relatif aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit.

Les candidats subissent l'examen prévu à l'article 27 devant des examinateurs sur recours désignés et agréés par le Ministre des Communications ou par son délégué dans les conditions prévues à l'article 35, § 2, de l'arrêté royal du 4 mai 1965. Les examinateurs sur recours sont placés sous la direction et l'autorité du Directeur général de l'Administration des transports.

L'article 37 de l'arrêté royal du 4 mai 1965 est applicable aux examinateurs et aux examinateurs sur recours".

Article 5.

L'article 19 de l'arrêté royal du 1er février 1977 détermine la manière dont se passe l'examen théorique dans les centres d'examen.

Les modifications que l'article 5 du projet apporte à cet article concernent l'examinateur qui pourra, dans certains cas, être remplacé par un "préposé du centre d'examen".

.../...

Une première observation concerne la terminologie du projet. Les mots "préposé du centre d'examen" devraient être remplacés par "préposé de l'organisme d'inspection automobile".

La seconde observation concerne le fond. L'article 16, § 3, dispose que les candidats subissent l'examen théorique et pratique devant les examinateurs recrutés, rémunérés et agréés conformément à l'article 35 de l'arrêté royal du 4 mai 1965.

Si l'on peut admettre que l'examinateur soit remplacé par un préposé de l'organisme agréé pour tout ce qui relève de l'organisation matérielle de l'examen (par exemple, au paragraphe 6, 2e alinéa), il n'est pas admissible que le préposé, qui ne doit justifier d'aucune connaissance particulière, remplace l'examinateur quand il s'agit de l'examen proprement dit, comme c'est le cas à l'article 19, §§ 9 et 10, en projet.

Selon les explications des fonctionnaires délégués, si le mode de cotation de l'examen théorique est fixé dans l'annexe 3 de l'arrêté royal du 1er février 1977, l'attribution des cotes se fait au moyen d'une grille et ne nécessite donc aucune compétence particulière.

Aucune disposition réglementaire ne fixe toutefois la manière dont les cotes sont attribuées. Dans l'état de la réglementation, l'attribution des cotes relève donc, en principe, de l'appréciation de l'examinateur. Le système qui est actuellement pratiqué et qui consiste à appliquer une grille sur le formulaire de l'examen est prescrit, paraît-il, par des instructions administratives.

Pour que l'intention du Gouvernement puisse être correctement réalisée, il conviendrait, d'une part, que la manière dont les cotes sont attribuées soit fixée par la voie réglementaire et, d'autre part, que les dispositions relatives au rôle de l'examinateur à l'examen théorique soient modifiées en conséquence.

Article 7.

Cette disposition a trait au recours que le candidat peut introduire après un second échec à l'examen pratique.

Actuellement, ce recours est introduit auprès du collège des commissaires aux examens, institué par les articles 30 à 34 de l'arrêté royal du 4 mai 1965 et composé de juges de police et de juges de paix.

Selon l'arrêt Dubuisson, n° 16.203, du 17 janvier 1974, ce collège n'est pas établi par la loi ou en vertu d'une disposition formelle de la loi; il n'est pas un tribunal ou une juridiction contentieuse, mais bien un organe de contrôle, sur recours des candidats ayant échoué, de la régularité des examens, ayant un pouvoir de décision propre pour ordonner les investigations utiles à cette vérification, faire éventuellement recommencer les épreuves et se prononcer définitivement sur l'examen.

Le projet modifie ce système en ce que la requête devra être introduite auprès du directeur général de l'administration des transports qui statuera sur la recevabilité de la requête, que, si celle-ci a été déclarée recevable, un nouvel examen pratique sera obligatoire et que cet examen sera passé devant des "examinateurs de recours", la décision sur le fond restant de la compétence du commissaire aux examens ou du collège des commissaires.

.../...

Décider que l'attribution de la décision sur la recevabilité et de la décision sur le fond relèvent de deux organes différents ne simplifie pas la procédure et soulève des problèmes.

Le procédé est inusité et on n'en aperçoit pas la justification.

Les conditions de recevabilité de la requête, l'administration de la preuve des faits allégués et la procédure suivant laquelle le directeur général vérifiera, le cas échéant, les allégations et la force probante des éléments à lui soumis, devraient être précisées. On observera, à cet égard, que le paragraphe 4 ne confère pas au directeur général les mêmes pouvoirs que ceux que le paragraphe 5 du texte actuel confère aux commissaires aux examens.

+

La notion "centre d'examen de recours" (§ 4) est, à la fois, amphibologique et incorrecte. Il serait préférable d'y substituer l'expression "centre d'examen sur recours". Pour le même motif, l'expression "examinateur de recours" (§ 5) devrait être remplacée par "examinateur sur recours".

Article 8.

Au 1°, il y a lieu de supprimer les deux articles définis "le" ou bien de les remplacer par "du".

.../...

Au 2°, comme l'énumération qui figure à l'article 37 est comprise dans le premier alinéa de cette disposition, il y a lieu d'écrire :

"2° à la fin du premier alinéa, les mots "Requête au collège des commissaires aux examens" sont remplacés par les mots : "Requête au directeur général de l'administration des transports".

Article 9.

Cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 9.-

L'article 38, § 1er, premier alinéa, du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 26 avril 1978, est complété ...".

Article 10.

Les modifications à l'annexe 3 tendent à introduire, dans le mode de cotation, des causes d'exclusion.

Sub B, 2, l'annexe mentionne "l'examen audio-visuel". La mention de cet examen ne figure pas dans l'arrêté royal du 1er février 1977.

Selon les explications des fonctionnaires délégués, l'examen théorique est subi, le plus souvent, sous la forme d'un examen audio-visuel. Il conviendrait que, dans l'arrêté royal précité, cette notion soit introduite.

.../...

Pour plus de clarté, il est proposé de reprendre entièrement le texte de l'annexe 3, B, en y introduisant les modifications à y apporter.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 10 du projet :

"Article 10.-

A l'annexe 3 du même arrêté, le B est remplacé par la disposition suivante :

B. Mode de cotation :

1. Système de 30 points :
   Maximum des points : 30.
   Minimum requis pour réussir : 21,
   avec un minimum de 50 p.c. des points attribués à chaque série de questions. Toutefois, deuxrréponses fautives à des questions relatives aux infractions graves énumérées dans l'arrêté royal du 7 avril 1976 désignant les infractions graves au règlement général sur la police de la circulation routière, entraînent l'échec à l'examen.

2. Système de 40 points, utilisé uniquement pour l'examen audio-visuel :
   Maximum des points : 40.
   Minimum requis pour réussir : 32.
   Toutefois, deux réponses fautives à des questions relatives aux infractions graves énumérées dans l'arrêté royal du 7 avril 1976 désignant les infractions graves au règlement général sur la police de la circulation routière, entraînent l'échec à l'examen".

AANHEF.

Het derde lid verwijst naar het koninklijk besluit van 4 mei 1965, inzonderheid naar de artikelen 30 tot 34.

Het ontwerp-besluit verwijst ook naar de artikelen 35 en 37 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965.

Ofwel verwijze men naar alle artikelen, ofwel - en dat lijkt verkieslijk - naar geen enkel.

+

Het opschrift van het koninklijk besluit van 4 mei 1965 is in de Franse tekst niet juist aangehaald.

Men redigere het derde lid als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 1965 betreffende de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een voertuig met eigen beweegkracht te besturen, de formaliteiten tot uitvoering ervan en de examens tot herkrijging van dit recht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1971, 1 februari 1977 en 26 april 1978".

Het advies wordt verstrekt onder voorbehoud dat de Minister van Begroting zijn akkoord geeft. Naar aan de Raad van State is verklaard, is dat akkoord gevraagd.

.../...

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Volgens de gemachtigde ambtenaren heeft de wijziging tot doel artikel 2, § 1, b, in overeenstemming te brengen met de Nederlandse tekst van het bewijs dienend als verblijfsvergunning, waarin het woord "bewijs" voorkomt.

Artikel 2.

De tekst van de in artikel 3, 11°, aangebrachte wijziging is niet in overeenstemming met die van het nieuwe artikel 27 (artikel 7 van het ontwerp).

Volgens dat artikel moet immers een nieuw praktisch examen worden afgelegd als het verzoekschrift door de directeur-generaal ontvankelijk verklaard is.

Voorgesteld wordt artikel 2 als volgt te redigeren :

"Artikel 2.-

In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt 11° door de volgende bepaling vervangen :

"11° de leerling-bestuurders vier verzoekschrift door de directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer ontvankelijk verklaard is overeenkomstig artikel 27, § 4, tijdens het praktisch examen".

.../...

Artikel 3.

In overleg met de gemachtigde ambtenaren wordt de volgende tekst voorgesteld voor de nieuwe bepaling onder artikel 7, § 3, 4° :

"4° niet op een ander als rijbewijs geldend bewijs als begeleider vermeld geweest zijn binnen het jaar vóór de afgifte van het bewijs dat als rijbewijs geldt, welke termijn ingaat de dag waarop het eerste bewijs is afgegeven. Dat verbod geldt, ten aanzien van hun kinderen of pleegkinderen, niet voor de vader, de moeder of de voogd die van hun hoedanigheid doen blijken door overlegging van een uittreksel uit de akte van geboorte van de kandidaat-bestuurders of van een uittreksel uit de beslissing van de familieraad. Die personen mogen echter niet op meer dan een bewijs tegelijk als begeleider worden vermeld".

Artikel 4.

De wijzigingen welke het ontwerp aanbrengt in artikel 16 hebben tot doel "verhaalexamencentra" op te richten en te bepalen dat de examens ten overstaan van "verhaalexaminatoren" worden afgelegd.

Naar aan de Raad van State is verklaard, zullen er niet veel zulke zijn en zullen ze in feite samenvallen met de examencentra van de erkende "organismen voor automobielinspectie".

.../...

De "organismen voor automobielinspectie" zijn privé-instellingen die met bepaalde taken van algemeen belang zijn belast. Het ontwerp wijzigt die taken niet maar verplicht de bedoelde instellingen hun lokalen en terreinen ter beschikking van de Minister van Verkeerswezen te stellen.

Een zodanige verplichting kan niet dan met machtiging van de wetgever gezagshalve aan privé-instellingen worden opgelegd.

Met inachtneming van de bij artikel 7 voorgestelde vormwijzigingen wordt voor de tekst onder 1° in overleg met de gemachtigde ambtenaren de volgende redactie voorgesteld, die geen afbreuk doet aan de instemming van de erkende instellingen :

"Het examen bedoeld in artikel 27 wordt afgelegd in door de Minister van Verkeerswezen georganiseerde examencentra in beroep".

Onder 2° stelt het ontwerp dat "verhaalexaminatoren" worden "aangeduid en erkend" door de Minister ; zij staan onder leiding en onder het gezag van de directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer.

De examinatoren die belast zijn met het afnemen van het theoretisch en het praktisch examen, worden aangeworven en bezoldigd door de instellingen voor automobielinspectie en door de Minister erkend (artikel 35 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965).

De "verhaalexaminatoren" zijn niet afhankelijk van de erkende instellingen; zij worden immers "aangeduid"

.../...

door de Minister en handelen onder het gezag van de directeur-generaal.

Daarbij rijzen echter een aantal vragen.

Staan de "verhaalexaminatoren" onder een statuutregeling of onder contract ? Welke is hun bezoldigingsregeling ? Sluit de verwijzing naar de voorwaarden bepaald bij artikel 35, § 2, van het koninklijk besluit van 4 mei 1965 in dat de erkenning tot wederopzeggens toe wordt verleend en is er een verschil tussen de "aanduiding" en de erkenning ?

De Raad van State heeft op die vragen geen nauwkeurig antwoord gekregen. Uit de verkregen inlichtingen blijkt wel dat er volgens de Regering thans geen sprake van is de "verhaalexaminatoren" als rijksambtenaren te beschouwen of hen uit de Staatskas te bezoldigen.

De Regering dient haar bedoeling te verduidelijken.

Hoe het zij, de ontworpen bepaling moet anders worden geformuleerd. In het Staatsblad van 8 februari 1977, waarin het koninklijk besluit van 1 februari 1977 is bekendgemaakt, bestaat artikel 16, § 3, uit één lid in de Franse maar uit twee leden in de Nederlandse versie. Derhalve wordt voorgesteld onder 2° van artikel 4 van het ontwerp de gehele paragraaf 3 van artikel 16 over te nemen, met toevoeging van de wijzigingsbepalingen onder 2° en 3°, dat alles onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerkingen :

.../...

"2° paragraaf 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 3. De kandidaten leggen het theoretisch en het praktisch examen af ten overstaan van examinatoren, aangeworven, bezoldigd en erkend overeenkomstig artikel 35 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965 betreffende de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een voertuig met eigen beweegkracht te besturen, de formaliteiten tot uitvoering ervan en de examens tot herkrijging van dit recht.

De kandidaten leggen het in artikel 27 bedoelde examen af ten overstaan van examinatoren in beroep, door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde aangewezen en erkend onder de voorwaarden bepaald in artikel 35, § 2, van het koninklijk besluit van 4 mei 1965. De examinatoren in beroep staan onder leiding en onder het gezag van de directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer.

Artikel 37 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965 is toepasselijk op de examinatoren en op de examinatoren in beroep".

Artikel 5.

Artikel 19 van het koninklijk besluit van 1 februari 1977 bepaalt de wijze waarop het theoretisch examen in de examencentra plaatsheeft.

De wijzigingen welke artikel 5 van het ontwerp in dat artikel aanbrengt, hebben betrekking op de examinator, die in bepaalde gevallen zal kunnen worden vervangen door een "aangestelde van het examencentrum".

.../...

Een eerste opmerking betreft de terminologie van het ontwerp. De woorden "aangestelde van het examencentrum" zouden moeten worden vervangen door "aangestelde van het organisme voor automobielinspectie".

De tweede opmerking betreft de grond van de zaak. Artikel 16, § 3, bepaalt dat de kandidaten het theoretisch en het praktisch examen afleggen ten overstaan van examinatoren aangeworven, bezoldigd en erkend overeenkomstig artikel 35 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965.

Kan worden aangenomen dat de examinator door een aangestelde van de erkende instelling vervangen wordt voor alles wat verband houdt met de materiële organisatie van het examen (bijvoorbeeld in paragraaf 6, tweede lid), niet geduld kan worden dat de aangestelde, die van geen enkele bijzondere kennis moet doen blijken, de examinator vervangt bij het eigenlijke examen, zoals volgens het ontworpen artikel 19, paragrafen 9 en 10 het geval zou zijn.

Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, is de wijze van beoordeling van het theoretisch examen wel bepaald in bijlage 3 van het koninklijk besluit van 1 februari 1977, maar worden de punten toegekend aan de hand van een rooster en is daarvoor geen bijzondere bevoegdheid vereist.

Geen verordeningsbepaling schrijft echter voor op welke wijze de punten worden gegeven. In de huidige stand van de reglementering staat de waardering dus in beginsel ter beoordeling van de examinator. De thans toegepaste regeling die bestaat in het aanbrengen van een rooster op het examenformulier, blijkt door administratieve onderrichtingen te zijn voorgeschreven.

Opdat het voornemen van de Regering correct kan worden verwezenlijkt, zou enerzijds de wijze van beoordeling bij wege van verordening moeten worden bepaald en zouden anderzijds de bepalingen betreffende de rol van de examinator bij het theoretisch examen dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

Artikel 7.

Deze bepaling heeft betrekking op het beroep dat de kandidaat kan instellen nadat hij een tweede maal op het praktisch examen is afgewezen.

Thans wordt dat beroep aangetekend bij het college van examencommissarissen, ingesteld bij de artikelen 30 tot 34 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965 en bestaande uit politierechters en vrederechters.

Volgens het arrest Dubuisson, nr. 16.203, van 17 januari 1974, is dat college niet bij de wet noch krachtens een stellige wetsbepaling opgericht; het is geen rechtbank en geen geschillengerecht, maar wel een orgaan dat, na beroep van de niet-geslaagden, de door hen afgelegde examens op hun regelmatigheid toetst, over een eigen beslissingsbevoegdheid beschikt om de voor die verificatie dienstige onderzoekingen te gelasten, de examengedeelten eventueel te laten overdoen en definitief over het examen te beslissen.

Het ontwerp wijzigt die regeling in die zin dat het verzoekschrift nu zal moeten worden ingediend bij de directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer, die zal beslissen of het al dan niet ontvankelijk is; het bepaalt ook dat, indien het ontvankelijk verklaard is, een nieuw praktisch examen moet worden afgelegd voor "verhaal-

examinatoren", terwijl de beslissing ten gronde tot de bevoegdheid van de examencommissaris of van het college van commissarissen blijft behoren.

Het feit dat de beslissing over de ontvankelijkheid en de beslissing ten gronde aan twee verschillende organen wordt opgedragen, vereenvoudigt de procedure niet en doet problemen rijzen.

Het procédé zelf is ongebruikelijk en het is niet duidelijk hoe het kan worden verantwoord.

Meer nauwkeurigheid is vereist wat betreft de voorwaarden inzake ontvankelijkheid van het verzoekschrift, het bewijs van de aangevoerde feiten en de procedure volgens welke de directeur-generaal in voorkomend geval de beweringen en de bewijskracht van de hem voorgelegde gegevens toetst. Hierbij moge worden opgemerkt dat paragraaf 4 aan de directeur-generaal niet dezelfde bevoegdheid geeft als paragraaf 5 van de huidige tekst aan de examencommissarissen verleent.

+

Het begrip "verhaalexamencentrum" (paragraaf 4) is dubbelzinnig en tevens onjuist. Men vervange die term door "examencentrum in beroep". Om dezelfde reden vervange men de term "verhaalexaminator" (paragraaf 5) door "examinator in beroep".

Artikel 8.

In de tekst onder 1° schrijve men ... "de directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer".

De opsomming die voorkomt in artikel 37 staat in het eerste lid van die bepaling, zodat onder 2° van artikel 8 van het ontwerp dient te worden gelezen :

"2° aan het slot van het eerste lid worden de woorden "Voor het verzoekschrift aan het college van examencommissarissen" vervangen door de woorden "Voor het verzoekschrift aan de directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer".

Artikel 9.

Dit artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 9.-

Artikel 38, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 april 1978, wordt met de volgende woorden aangevuld : ...".

Artikel 10.

De wijzigingen die in bijlage 3 worden aangebracht, hebben tot doel in de wijze van beoordeling de redenen van uitsluiting op te nemen.

Onder B, 2, van de bijlage is sprake van "het audio-visueel examen". In het koninklijk besluit van 1 februari 1977 komt de vermelding van dat examen niet voor.

Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, wordt het theoretisch examen meestal afgelegd in de vorm

van een audio-visueel examen. Dat begrip zou in het genoemde koninklijk besluit moeten worden opgenomen.

Duidelijkheidshalve wordt voorgesteld de tekst van bijlage 3, B, geheel te herhalen en de aan te brengen wijzigingen erin te verwerken.

Voorgesteld wordt artikel 10 van het ontwerp als volgt te redigeren :

"Artikel 10.-

In bijlage 3 van hetzelfde besluit wordt B door de volgende bepaling vervangen :

B. Wijze van beoordeling :

1. Stelsel van 30 punten :
   Maximum aantal punten : 30.
   Minimum vereist om te slagen : 21, met een minimum van 50 pct. van de punten die voor elke reeks vragen worden toegekend. Wanneer de kandidaat echter twee verkeerde antwoorden geeft op vragen betreffende de zware overtredingen die zijn opgesomd in het koninklijk besluit van 7 april 1976 tot aanwijzing van de zware overtredingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, is hij niet geslaagd.

2. Stelsel van 40 punten dat alleen voor het audio-visueel examen wordt gebruikt :
   Maximum aantal punten : 40.
   Minimum vereist om te slagen : 32.
   Wanneer de kandidaat echter twee verkeerde antwoorden geeft op vragen betreffende de zware overtredingen die zijn opgesomd in het koninklijk besluit van 7 april 1976 tot aanwijzing van de zware overtredingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, is hij niet geslaagd".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.